

ALLOCUTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, PLACE FOCH À AJACCIO, LUNDI 13 JUIN 1983.

13 JUNE 1983 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames,

- Messieurs,

- Mes chers compatriotes,

- Me voici donc en Corse comme je l'avais promis et me voici comme chaque fois saisi par la beauté des lieux, par la grandeur de ce pays et, particulièrement dans cette cité d'Ajaccio chargée d'histoire, de fidélité et d'ambition. Et moi-même me voici au départ d'un long périple à travers l'île si riche et si diverse en possibilités, et cependant qui doit faire front à tant de difficultés. Je verrai la Corse des villes importantes : celle du pays profond, celle de l'agriculture, du tourisme et plus encore celle que prépare votre université.

- Eh oui, je me suis fixé comme objectif d'aller à la rencontre des régions de France les unes après les autres et c'est une nécessité pour moi que d'y trouver, que d'y rencontrer ces dialogues, ces contacts, ces discussions avec les Français, avec tous les Français, même s'il m'arrive de passer un peu vite.

- Mais voilà un regard, un échange rapide, la façon d'être des Corses ici, d'une foule, ce que je peux percevoir au travers des paroles qui me sont adressées, tout cela me permettra, j'en suis sûr, de mieux saisir, de mieux comprendre vos besoins.

- C'est en tout cas dans cette intention et cette volonté que je suis parmi vous pour constater à la fois sur-place la marche des choses, pour vérifier sur le terrain comment sont tenus les engagements que j'ai souscrits envers vous, enfin, pour préciser les nouvelles règles dans la gestion des affaires publiques.

Je n'ignore pas, mesdames et messieurs, les problèmes sur lesquels il est difficile, paraît-il, de s'exprimer et je ne me gênerai pas pendant ces quarante huit heures pour en traiter. Quelle que soit votre opinion, je la respecterai. Naturellement, je dirai ce que j'en pense et j'attends de vous également ce que peut attendre le Président de la République : la franchise, l'expression de la vérité. Je ne céderai rien de ce qui m'apparaît comme nécessaire à la fois à la Corse et à notre unité nationale.

- On m'a dit ici et là : "il faut parler du peuple corse". Mais je n'ai pas attendu cette recommandation pour le faire puisque dans la proposition de loi sur un statut particulier de la Corse - 18 décembre 1980 - déposée par le groupe parlementaire auquel j'appartenais à l'époque `groupe socialiste`, figurait cette expression, et puisque l'exposé des motifs du projet de loi du 7 janvier 1982, signé par M. Pierre Mauroy `Premier ministre` en sa qualité de chef du gouvernement, donc sous mon autorité, disait expressément : "le peuple corse, composante du peuple français, fait partie de la République française mais doit construire son avenir dans un -cadre institutionnel profondément rénové".

- Je parlerai donc au peuple corse pour lui dire mon attachement, la confiance que je lui fais et le respect que je lui porte, mais en même temps pour que les mots ne prêtent pas à confusion. Singularité, spécificité, solution particulière, autonomie administrative, une certaine autonomie, tel fût le vocabulaire de mes prédécesseurs qui tous ont reconnu qu'il convenait de poser ce problème, mais dont aucun, pour diverses raisons qui n'étaient pas toutes raisonnables, n'a pu lui apporter une réponse.

- Le gouvernement que j'ai constitué, lui, l'a fait. Mais il l'a fait en refusant de séparer le peuple corse du peuple français et en réaffirmant l'appartenance de la Corse à la République française. C'est clair. Nul ne pourrait jouer sur les mots en isolant l'une de l'autre de ces propositions. Si j'ai été le premier le 26 avril 1974, comme on le rappelle, à proclamer le droit à la différence et à l'identité culturelle de la Corse, c'est sans doute parce que j'y crois profondément, mais aussi parce que pour moi l'unité nationale sera d'autant plus forte qu'elle saura respecter ses propres diversités. N'oublions pas que si la géographie - l'île et le continent - l'histoire - vous n'avez attendu personne pour avoir une histoire - la culture - vous la tenez de vos ancêtres et vous avez raison de vouloir la perpétuer - si donc la géographie, l'histoire et la culture ont été vécues différemment par nous, qui pourrait oublier qu'elles se sont rejointes depuis plus de deux siècles et que non seulement la Corse a été, dans de grandes circonstances, plus française

encore que la France, mais que la France porte la marque de la Corse dans ses lois, dans sa réalité spirituelle et charnelle, bref dans sa substance. Voilà pourquoi, mesdames et messieurs, il m'est facile de vous dire combien je suis heureux d'être en Corse parce que je me sens bien d'être en France.\

Mais, monsieur le maire `Charles Ornano` j'ai entendu votre exposé. Vous l'avez fait à votre manière qui tient à votre caractère, à votre réputation et vous êtes maire de cette ville. C'est donc que les Ajacciens vous ont élu. Ce qui veut dire que je dois aussi tenir compte d'un message qui m'est adressé et qui l'a été dans des conditions de courtoisie auxquelles je suis sensible. Je tiens donc à saluer ici le premier magistrat d'Ajaccio ainsi que les membres de son conseil municipal. Quelles que soient leurs tendances, quelles que soient leurs nuances, de la même façon, ils sont pour moi des Corses, fils de France, ils sont pour moi les mêmes et je suis garant dans ma fonction et ma charge d'aujourd'hui de perpétuer tout en les rénovant les relations qui nous unissent.

- Et vous avez abordé, monsieur le maire, quelques questions que j'aurai naturellement l'occasion de traiter tout le long de mon voyage. Je voudrais simplement vous indiquer que la France a, par-rapport aux problèmes de l'île au-cours de ces deux dernières années, abordé la plupart des questions brûlantes. Toute oeuvre humaine est faillible, certainement perfectible. Et si je suis parmi vous c'est pour entendre les avis qui me permettraient d'agir dans le sens qui convient, si tout ce qui est mis en place ne correspond pas aux nécessités d'aujourd'hui, mais je n'en suis pas sûr. Je suis convaincu que le fait d'avoir réalisé en Corse la première assemblée régionale élue au suffrage universel avec un statut qui rejoindra sans doute bien des aspects généraux de la réforme régionale, mais avec un statut particulier, je suis convaincu donc que tout cela tient compte de ce que vous êtes, et tient compte de ce que vous devez devenir. Je salue dès mes premiers mots l'assemblée de Corse récemment choisie par les citoyens de l'île, lesquels ont eu tout loisir de s'exprimer, si j'en juge par les indications que j'ai sur une note et qui me disent qu'il y avait dix sept listes de candidats, que quatorze d'entre elles ont au moins un élu, que la représentation est très vaste, très diverse - j'espère pouvoir ajouter très complémentaire et non pas très contradictoire -. Cette assemblée est aujourd'hui en mesure - si, à Paris comme ici même, on sait harmoniser les efforts - de parachever les premières obligations qu'elle tient du suffrage universel.

- Assemblée de Corse, une installation peut-être difficile. Je vous dirai - ce ne sera pas un bien grand secret - que j'ai un peu usé de ce voyage pour contraindre toutes les lenteurs, s'il en est, à cesser. Lenteurs à Paris, peut-être aussi lenteurs ici-même, je veux dire que je ne suis pas dans la situation de peser les mérites ou bien les démérites et je ne veux pas le faire. Ce que je sais, c'est que d'ici on ne fera rien sans le gouvernement et les administrations centrales et le gouvernement et les administrations centrales ne feront rien sans l'activité, la volonté, la capacité de réalisation de l'assemblée de Corse.\

Je suis heureux de saluer ici plusieurs de ses dirigeants, de ses représentants et notre dialogue va continuer pendant ces deux journées. Nous examinerons dès ce soir méthodiquement tous les points sur lesquels il convient d'aller de l'avant, de réaliser ce qui a été promis, de mettre en oeuvre ce qui a commencé d'être exécuté. Nous en sortirons avec un bilan au point. Nous saurons exactement comment agir. Mais, dès maintenant, mesdames et messieurs, avec la création d'un conseil économique et social pour la Corse, avec la création d'un conseil de l'éducation de la culture et du - cadre de vie pour la Corse, avec un comité de coordination pour le développement pour la Corse, avec un office pour le développement agricole pour la Corse, un office hydraulique, un office des transports, une commission pour l'emploi, pour l'aménagement et l'urbanisme, une commission audio-visuelle, eh bien ! Passons vite de la structure qui se met en-place, passons vite des structures à ce qui est plus important encore, à l'action pour le changement indispensable en Corse.

- Et je n'ai aucune raison de ne pas faire confiance aux élus du peuple. Ce n'est pas moi qui les ai choisis. C'est bien normal. C'est le peuple qui les a choisis et moi je suis là pour les accueillir et pour leur dire "nous allons travailler ensemble". Oui, je leur fais confiance et j'ai davantage tendance - est-ce un défaut ? - à faire confiance à ceux qui sont élus et qui exercent leurs charges qu'à ceux qui le seront peut-être un jour - ça va, ça vient, la vie politique - mais qui ne le sont pas encore. Quelle serait ma règle de conduite, Président de la République, si je ne me fiais pas d'abord et avant tout à ceux que la voix populaire a désigné pour s'occuper de ses affaires. Je compte bien que l'assemblée de Corse dans son ensemble - je ne ferai là non plus aucune distinction - et ceux qu'elle a délégués pour la conduire

pourront avec le gouvernement mener à bien les tâches que nous avons nous-mêmes ensemble déterminées.\

Monsieur le maire, vous avez juste esquissé, en restant dans les limites du temps qui vous était imparti, quelques problèmes qui se posent, qui sont lourds à porter : celui de l'emploi - on devrait plutôt dire du chômage - £ celui de l'habitat, du logement £ celui des transports et des infrastructures nécessaires internes à l'île et dans les relations avec le continent £ le problème de l'agriculture et en particulier de la forêt détruite dans d'intolérables conditions. Nous irons de l'avant. Vous savez que doit être construit le lycée agricole de Sartène. Vous savez que des mesures sont prévues - mais j'y reviendrai lorsque je rencontrerai directement les agriculteurs - des mesures touchant aux stocks viticoles.

- Mais je ne vais pas oublier le tourisme, tourisme contrarié pour des raisons de caractère général, c'est-à-dire économiques, mais aussi pour des raisons particulières qu'il est inutile de décrire.

- Et c'est vrai que le tourisme peut et doit présenter une source de richesse et de prospérité pour l'île et qu'en même temps il doit être orienté avec assez de sagesse et de prudence pour qu'il ne se substitue pas à ce qu'est la réalité de l'île, pour qu'il ne confisque pas à l'île un certain nombre de ses moyens. Tout cela, mesdames et messieurs, suppose le sens de la mesure, sans doute aussi le goût du dialogue, peut-être pardonnez ces termes, l'amour des autres ou du moins le respect de leur dignité. Je sais à quel point est grande la dignité des Corses, c'est à elle que je m'adresse. Souvent elle a été bafouée, souvent les Corses ont souffert de l'ignorance ou de l'oubli. Mais il ne faut pas non plus redouter de rappeler que tant de Corses ont rempli les plus éminents services à la France, qu'ils ont tenu de vastes secteurs de l'administration, qui a fait la grandeur de la France, qu'ils ont animé les débats de la pensée et de l'action.\

Tout cela ensemble explique pourquoi, mesdames et messieurs, mes chers compatriotes, plutôt que d'être uniquement figés sur les divisions ou les difficultés, nous avons lieu d'être résolus, sûrs de nous, volontaires, dès lors que chacun d'entre nous, et moi le premier, je vous le dis, travaillons pour le bien de tous, respectons les réalités de la Corse, comprenons ce qu'est l'âme de ce peuple, tel qu'il est, en profonde symbiose avec ce qui est, et il en est partie, l'âme du peuple français. Je ne suis venu ni pour faire la leçon, ni pour admonester, je suis venu pour accroître nos chances qui sont grandes d'une réussite harmonieuse. Oh ! certes vous êtes également victimes d'une situation nationale elle-même comprise dans une situation de crise internationale qui ne permet pas au gouvernement de la République d'aller aussi vite ou de faire aussi bien qu'il est le premier, croyez-moi, à souhaiter. C'est pourquoi j'ai appelé tous les Français, en toutes circonstances, à comprendre que le redressement national qui nous importe à tous, devait commencer par le sentiment ou plutôt par la certitude que plus de justice entre nous allait désormais régir nos -rapports, plus de justice, la fin des privilèges entre les individus, les groupes, les régions. Le redressement national devait commencer par-là et il finira aussi par là, à savoir que le gouvernement doit poursuivre sa route et quand il le faut imposer les mesures nécessaires à ce redressement, sans tenir compte des intérêts particuliers s'ils nuisent à l'intérêt national mais en veillant toujours à préserver et à transformer notre société en ce qu'elle a de nécessaire, dès lors qu'elle est injuste.

- Mais au-delà, il est des lois, il est des événements et des circonstances qui nous obligent à faire confiance au caractère, à la volonté, à l'intelligence, à la capacité de la France à affronter l'histoire, l'histoire contemporaine, comme elle sut le faire à travers les temps. Quoi ! nous ne serions pas capables de passer une crise, et nous en avons connu d'autres ? Elles furent surmontées en fin de compte par l'alliance profonde d'un peuple et de ceux qui s'exprimaient pour lui.

- Je le dirai tout le long de mon voyage en Corse. Mais restons pour l'instant là où nous sommes, à Ajaccio. J'y reviendrai, je rencontrerai les élus, mais aussi la population, comme c'est le cas pour l'instant et j'en suis très heureux. J'espère moissonner tout ce que la Corse me proposera ensuite en gerbes, pour marquer qu'elle est présente, pour le redressement, redressement indispensable que chacun d'entre vous a compris et que je mènerai jusqu'au terme, sans m'occuper du reste.

- Mesdames et messieurs, mes chers compatriotes, Corses d'Ajaccio, oui je le répète je suis heureux d'être parmi vous. Je me sens bien ici et mon regret sera de n'être que de passage sans avoir pu rencontrer davantage ceux que j'ai besoin de connaître pour qu'ils m'aident à servir la France et à comprendre les besoins de la Corse.

- Merci.

.....

- Vive Ajaccio !
- Vive la Corse !
- Vive la France !\